



**RÉGION ACADÉMIQUE
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marché public de fournitures courantes ou de service

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)

MAPA N° 22_2024

Code CPV 79710000

Pouvoir Adjudicateur
Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse Rectorat de la Guadeloupe ZAC de Dothémare BP 480 97183 LES ABYMES cedex
Objet
Prestations de surveillance et de sécurité de locaux pour le rectorat de région académique de la Guadeloupe

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Sommaire

Marché public de fournitures courantes ou de service.....	1
.....	1
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES	2
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
Article 1.1 <i>Mode de passation et forme du marché.....</i>	3
Article 1.2 <i>Forme de l'accord-cadre.....</i>	3
Article 1.3 <i>Durée maximale du marché et d'exécution des bons de commande</i>	4
ARTICLE 2.....	4
Article 2.1 <i>Définitions</i>	4
Article 2.2 <i>Parties contractantes</i>	4
Article 2.3 <i>Titulaire</i>	5
Article 2.4 <i>Forme des notifications, reconductions et communications</i>	5
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
Article 3.1 <i>Pièces particulières.....</i>	5
Article 3.2 <i>Pièces générales</i>	5
ARTICLE 4. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS.....	6
Article 4.1 <i>Mission des agents.....</i>	6
Article 4.2 <i>Qualifications des agents.....</i>	7
Article 4.3 <i>Comportement des agents.....</i>	7
ARTICLE 5. LIEU D'EXECUTION	9
ARTICLE 6. CONDITIONS FINANCIERES	9
Article 7.2 <i>Conditions de variations des prix.....</i>	10
Article 7.3 <i>Clause de sauvegarde.....</i>	11
ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT.....	11
https://chorus-pro.gouv.fr	11
ARTICLE 8. PENALITES.....	11
ARTICLE 9. LANGUE ET MONNAIE.....	12
ARTICLE 10. ASSURANCE.....	12
ARTICLE 11. CONDITIONS DE RESILIATION	13
ARTICLE 12. LIQUIDATION ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE	13
ARTICLE 13. CONTENTIEUX / REGLEMENT DES LITIGES	13
ARTICLE 14. DEROGATIONS	13

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations de surveillance et de sécurité des locaux pendant la période des examens et concours organisées par le rectorat de région Guadeloupe, ce conformément aux documents contractuels le régissant.

Article 1.1 Mode de passation et forme du marché

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 et R.2123-5 du Code de la Commande Publique.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

Les marchés dans le cadre de la consultation prennent la forme d'accords-cadres conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Article 1.1-1 Allotissement

Le présent marché fait l'objet d'un allotissement.

LOT 1 : Prestations de surveillance et de sécurité de locaux pendant des examens et concours organisés par le rectorat de région académique de la Guadeloupe

LOT 2 : Prestations de surveillance et de sécurité de locaux en cas d'évènement exceptionnel.

Pour ce lot, l'entreprise devra être en capacité de proposer un ou plusieurs agents SSIAP 1 (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes - Niveau 1).

Article 1.2 Forme de l'accord-cadre

L'exécution des prestations est conditionnée à la passation d'accords-cadres à bons de commande au fur et à mesure de l'identification des besoins par le Pouvoir Adjudicateur. Cet accord-cadre fait l'objet d'une multi attribution avec un maximum de 2 attributaires pour chacun des lots.

Condition d'attribution des bons de commande

L'exécution des prestations est conditionnée à la passation d'accord-cadre à bons de commande au fur et à mesure de l'identification des besoins par le Pouvoir Adjudicateur. Le mode de dévolution choisi est la dévolution en cascade. Si le titulaire classé numéro 1 ne peut répondre dans les délais prescrits au bon de commande transmis, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur, qui, dès lors peut solliciter le titulaire classé second. Le nombre total d'attributaires ne peut être supérieur à 2. **Seuls les deux premiers classés pour chaque lot bénéficieront de cette multi attribution.**

Les bons de commande sont adressés aux titulaires par courriel jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Aucune prestation ne peut être réalisée ou livrée par le titulaire ni ne peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande établi par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur

Article 1.3 Clause de réexamen :

Conformément à l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le montant maximum fixé à l'article 1.3 de ce présent document pourra faire l'objet d'une révision sans nouvelle procédure de mise en concurrence en cas de modification à la hausse de la consommation de la prestation consécutive à des événements que le titulaire ou le pouvoir adjudicateur n'étaient pas en mesure de prévoir, amenant au dépassement du montant maximum prévu au présent contrat. Cette augmentation ne pourra dépasser 30 % du montant total maximum.

Article 1.4 Durée maximale du marché et d'exécution des bons de commande

Le présent marché prend effet à la date de sa notification pour une période d'un an (12 mois). Il sera ensuite tacitement renouvelable 3 fois à sa date d'anniversaire pour des périodes d'un an (12 mois) pour les 3 premières années et **de février 2029 au 30 juillet 2029 pour la dernière année.**

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, ce dernier le notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours. La non-reconduction ne donne pas droit à indemnités.

ARTICLE 2. DEFINITIONS ET OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2.1 Définitions

Au sens du présent document :

- Le rectorat de la Guadeloupe est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec son titulaire. Elle sera également désigné ci-après par le terme « pouvoir adjudicateur »
- Le titulaire est l'opérateur économique (ou le groupement d'opérateurs économiques) qui a été retenu pour exécuter les prestations définies dans le cadre du présent marché conclu avec le pouvoir adjudicateur.

Article 2.2 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- 1) Le pouvoir adjudicateur, d'une part,

- 2) Le titulaire dont l'acte d'engagement a été accepté par le pouvoir adjudicateur d'autre part.

Article 2.3 Titulaire

Le titulaire doit confirmer la désignation, dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché, d'une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter dans l'exécution de celui-ci.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent.

Article 2.4 Forme des notifications, reconductions et communications

Lorsque la notification d'une décision ou communication doit faire courir un délai, ce document est notifié par écrit avec établissement d'un constat de bonne réception avec accusé de réception.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

L'accord-cadre est régi par les documents ci-après classés par ordre de priorité décroissante :

Article 3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes complétés, datés, paraphés et signés;
- Le Cahier des Clauses Particulières daté, paraphé et signé dont l'exemplaire original conservé par le Personne Publique fait seul foi;
- L'offre technique (dont le mémoire technique justificatif) et financière du titulaire du marché datée, paraphée et signée;

Article 3.2 Pièces générales

- Le code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et des services (arrêté du 30 mars 2021).

Nota : Les pièces générales sont contractuelles bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du marché.

Le code de la commande publique et le CCAG-FCS défini ci-dessus, non joints au dossier, sont réputés connus des candidats.

Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ainsi que le code de la commande publique sont consultables et

téléchargeables sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> ,
rubrique les textes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à mettre à disposition du Rectorat des agents pendant la période des examens et concours et ponctuellement en cas d'évènements exceptionnels (événementiel, ou situation provoquant une pour les biens et les personnes.)

Les dates et heures des examens et concours seront communiquées au Titulaire par la Division des Examens et Concours ultérieurement.

Les dates et heures des manifestations seront communiquées au Titulaire par la Division des Affaires Générales selon le besoin.

Article 4.1 Mission des agents

- Surveiller l'accès des salles d'examens/concours ;
- Surveiller les accès des sites où se déroulent les manifestations ;
- Prévenir et contrôler toute action suspecte ;
- Accueillir, renseigner et filtrer toute personne qui en demande l'accès ;
- Alerter et faciliter l'accès des secours extérieurs ;
- Participer à l'évacuation des locaux en cas de déclenchement d'alarme ;
- Rédaction de rapports d'incidents.

Article 4.2 Qualifications des agents

Les agents devront posséder obligatoirement :

- L'habilitation moralité individuelle préfectorale
- Le Certificat de Qualification Professionnel « Agent de Prévention et de Sécurité »

Article 4.3 Comportement des agents

Les agents du titulaire devront être dotés d'un uniforme reconnaissable portant mention de la raison sociale de l'entreprise, dans un état de présentation soignée. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas vêtu de ses vêtements de travail ou s'il présente une tenue négligée.

Les agents du titulaire devront faire preuve **d'un comportement exempt de tout reproche, respectueux et d'une attitude professionnelle** à l'égard des tiers et des agents du rectorat.

L'administration se réserve le droit d'exiger du titulaire du contrat, le retrait et le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être commis par ses préposés. Il prendra sans délai toutes mesures utiles afin de faire cesser le non-respect de ces prescriptions et notamment le retrait et le remplacement immédiat dudit agent.

Article 4.4 Interlocuteurs privilégiés.

L'organisation des examens étant une opération sensible, le titulaire devra présenter dans son mémoire technique et dans son acte d'engagement **un ou plusieurs interlocuteurs privilégiés** qui devront être disponibles et joignables à tout moment, afin de pallier toute difficulté d'organisation (indiquer les coordonnées dans le mémoire et l'acte d'engagement).

Article 4.5 Conditions de transfert du personnel du titulaire sortant

Ce marché est soumis à l'application de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985, étendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JO du 30 juillet 1985). L'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel a pour objectif de conserver les effectifs qualifiés et de préserver l'emploi des salariés dans la profession à l'occasion d'un changement de prestataire.

Dès qu'elle est informée par écrit de la reprise d'un marché et au plus tard dans les 5 jours ouvrables, l'entreprise entrante le notifie à l'entreprise sortante par lettre recommandée avec avis de réception, copie de l'écrit étant joint.

Sont transférables, les salariés qui remplissent les conditions suivantes à la date du transfert effectif :

- disposer des documents d'identité et d'autorisation de travail en cours de validité, requis par la réglementation en vigueur ;
- pour les salariés assujettis à cette obligation, être titulaire de l'aptitude professionnelle démontrée par la détention d'un titre ou par la conformité aux conditions d'expérience acquise en application des dispositions réglementaires en vigueur ;

- pour les salariés assujettis à cette obligation, être titulaire de la carte professionnelle délivrée par la préfecture ou du récépissé attestant de la demande de carte professionnelle ;
- justifier des formations réglementaires requises dans le périmètre sortant et être à jour des éventuels recyclages nécessaires, pour l'exercice de la qualification attribuée et/ou la nature du site.
- effectuer plus de 50 % de son temps de travail sur le périmètre sortant – ou au service de celui-ci pour le personnel d'encadrement opérationnel – cette condition étant appréciée sur les 13 derniers mois qui précèdent le transfert. Dans cette hypothèse, l'entreprise entrante doit proposer au salarié transféré un volume horaire au moins équivalent à la globalité de son horaire précédent effectué sur le périmètre sortant objet du transfert ;
- à la date du transfert, avoir effectivement accompli au moins 900 heures de vacation sur le périmètre sortant au cours des 13 mois précédents pour l'ensemble du personnel ; cette condition doit s'apprécier au prorata pour les salariés titulaires d'un contrat de travail à temps partiel ou effectuant plus de 50 % de leur temps de travail sur le périmètre sortant. Pour tous les représentants du personnel affectés sur le périmètre sortant, les heures consacrées à l'exercice de leurs mandats électifs ou désignatifs sont considérées comme des heures de vacation sur le site concerné pour le calcul des 900 heures ou de la durée calculée au prorata ;
- être titulaire d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat à durée déterminée conclu pour le remplacement d'un salarié absent qui satisfait lui-même aux conditions de transfert ;
- ne pas être dans une situation de préavis exécuté ou pas ;
- ne pas avoir été reconnu médicalement inapte à tenir le poste.

Les salariés ne satisfaisant pas à l'intégralité des conditions énoncées ci-dessus sont exclus de la liste des salariés transférables et restent salariés de l'entreprise sortante.

Les salariés ne satisfaisant pas à la condition spécifique de formation réglementaire visée ci-dessus doivent être reclassés au sein de l'entreprise sortante en leur conservant les mêmes classifications et rémunération ainsi qu'en leur dispensant les formations dont l'absence a fait obstacle à leur transférabilité.

Les contrats liés à la formation professionnelle du type contrat de qualification, d'alternance, etc. (qu'ils soient à durées déterminée ou indéterminée) sont exclus du champ d'application du présent accord. Ces contrats demeurent soumis aux lois et règlements qui les régissent.

Les salariés inclus sur la liste sont :

- les salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée, ou d'un contrat à durée déterminée conclu pour le remplacement d'un salarié absent qui satisfait lui-même aux conditions de transfert
- les salariés en situation d'absence, y compris absences de longue durée. La liste du personnel fournie comprend alors également l'indication de la nature de l'absence et, le cas échéant, la date prévue de retour lorsque celle-ci est connue. L'affectation des salariés concernés sur le périmètre sortant est attestée par les mentions présentes sur les bulletins de paye et plannings des 3 mois précédant la suspension du contrat de travail du salarié concerné. Par exception à ce qui précède, dans le cas où l'absence de longue durée du salarié concerné aurait abouti à ce que ce salarié – bien que se trouvant à l'effectif de la société sortante – n'ait jamais réalisé de travail effectif pour celle-ci, son affectation au marché concerné peut être attestée par les documents – et notamment l'avenant au contrat de travail – établis au moment de son transfert précédent au sein de l'entreprise sortante.

Les salariés exclus de la liste sont :

- les salariés en cours de procédure de rupture conventionnelle, de licenciement ou de préavis ;
- les salariés sous contrats de formation en alternance (qu'ils soient à durée déterminée ou

indéterminée).

La liste des salariés transférables ainsi établie constitue la base de l'obligation de reprise du personnel attachée à ce marché.

Avant sa transmission au donneur d'ordres responsable de ce marché la liste est anonymisée par l'entreprise sortante.

La liste non nominative communiquée au donneur d'ordres comporte les renseignements suivants pour chacun des salariés concernés :

- sexe ;
- qualification ;
- coefficient et taux horaire ;
- pourcentage d'ancienneté ;
- heures contractuelles mensuelles affectées au marché concerné ;
- primes constantes soumises à cotisation telles que définies à l'article 3.1.2 de l'avenant du 28 janvier 2011.

À compter de l'établissement de cette liste, l'entreprise sortante s'interdit, pour tous les salariés qui y ont été recensés, de procéder à une quelconque modification contractuelle et notamment concernant des éléments de statut et de rémunération, à l'exception de celles qui résulteraient d'une obligation légale ou d'un accord collectif d'entreprise ou de branche.

La liste des salariés que l'entreprise entrante doit obligatoirement reprendre est constituée :

- d'une part, de 100 % des salariés figurant sur la liste fournie par l'entreprise sortante qui remplissent les conditions de transfert fixées ci-avant et justifient en même temps d'une ancienneté contractuelle de 4 ans ou plus. Les conditions d'ancienneté sont appréciées à compter de la date du transfert effectif des personnels transférables ;
- d'autre part, de 85 %, arrondis à l'unité inférieure, des salariés transférables au sens de l'article 2.2 mais qui ne remplissent pas cette condition de 4 ans d'ancienneté contractuelle.

ARTICLE 5. LIEU D'EXECUTION

Le présent marché sera exécuté pour le compte du Rectorat de la Guadeloupe :

- dans les locaux prévus pour les examens et concours ; lesquels seront communiqués par la Division des Examens et Concours
- au Rectorat et sur tout site extérieur.

ARTICLE 6. CONDITIONS FINANCIERES

Article 6.1 Prix

Le présent marché est traité à prix unitaire. Le prix devra comprendre l'ensemble des éléments de rémunération et toutes les charges sociales, d'équipement et de structure.

Article 6.2

Conditions de variations des prix

Le prix est ferme et définitif jusqu'à la première échéance annuelle du présent marché. Les prix du marché sont révisibles selon la formule suivante, afin de tenir compte de l'évolution des coûts de la prestation (salaires, charges sociales, matériel, etc.) :

Formule de révision de prix :

$$P = P0 \times (\alpha + \beta \times SS0 + \gamma \times I0)$$

$$P = P0 \times (\alpha + \beta \times SOS + \gamma \times IOI)$$

P = Prix révisé

P0 = Prix initial du marché

S = Valeur de l'indice des salaires de la branche "Prévention et sécurité" (INSEE) à la date de révision

S0 = Valeur de l'indice des salaires à la date de soumission de l'offre

I = Valeur de l'indice des prix à la consommation ou des charges sociales (INSEE) à la date de révision

I0 = Valeur de cet indice à la date de soumission de l'offre

α = Coefficient fixe représentant les coûts non révisibles (ex. frais administratifs, gestion de l'entreprise)

β = Coefficient de pondération des salaires (représente la part des salaires dans le coût global de la prestation)

γ = Coefficient de pondération des autres coûts variables (représente les charges autres que les salaires, telles que le carburant, l'équipement, etc.)

Définition des coefficients :

α (coefficient fixe) : 0,15 (15% des coûts sont fixes et ne varient pas en fonction des indices économiques)

β (coefficient de pondération des salaires) : 0,70 (70% des coûts sont liés aux salaires et charges sociales des agents)

γ (coefficient de pondération des autres charges) : 0,15 (15% des coûts sont liés aux autres charges telles que les frais de transport, de matériel, etc.)

Indices de référence :

Les indices utilisés pour le calcul de la révision de prix sont les suivants :

S0 : Indice des salaires de la branche "Prévention et sécurité" à la date de soumission de l'offre.

S : Indice des salaires de la branche "Prévention et sécurité" à la date de la révision des prix.

I0 : Indice des prix à la consommation à la date de soumission de l'offre (référence : [date de soumission]).

I : Indice des prix à la consommation à la date de la révision des prix.

Article 6.3 **Clause de sauvegarde**

Le Rectorat se réserve la possibilité de résilier le marché, sans indemnité, à la date d'application du nouveau coût horaire dès lors que ceux-ci conduisent à une augmentation de plus de 3% par rapport au coût horaire initialement proposés par le titulaire du marché ou de la dernière révision tarifaire acceptée.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT

Après exécution des prestations, le titulaire établira les factures correspondantes. Elles doivent être libellées à l'ordre de : Rectorat de la Guadeloupe - Plate-forme CHORUS- Parc d'activités la Providence - ZAC de Dothémare - BP480 - 97183 LES ABYMES CEDEX.

Et transmise par voie électronique via le portail de facturation :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Sur les factures devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1 le nom du service émetteur ;
- 2 le nom et l'adresse du créancier ;
- 3 sa domiciliation bancaire ;
- 4 la mention exacte de la prestation ;
- 5 le montant de la prestation exécutée en HT et TTC ;
- 6 le taux et le montant de la TVA ;
- 7 la référence du marché ;
- 8 la date.

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai de « 30 jours à compter de la date de réception de la facture ».

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

ARTICLE 8. PENALITES

Le titulaire prend les dispositions nécessaires pour effectuer les prestations suivant les planning établis en accord avec le pouvoir adjudicateur. En cas d'inexécution des prestations dans les conditions prévues au présent CCP, il sera appliqué au titulaire une pénalité.

Type de faute	Sanction
Retard d'un ou plusieurs agents	100 euros forfaitaire par agent sans mise en demeure
Comportement non professionnel (après lettre de signalement et étude de la situation).	150 euros par agent sans mise en demeure

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique **une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché**

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

ARTICLE 9. LANGUE ET MONNAIE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.
La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 10. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché. Toutefois, cette sous-traitance ne signifie en aucune manière un désengagement de responsabilité du titulaire.
Le titulaire du marché reste personnellement responsable de l'exécution de la totalité des prestations réalisées.

En cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable vis à vis du rectorat de la Guadeloupe de l'exécution des parties sous-traitées. A ce titre, les défaillances des sous-traitants, relevant du

non-respect de ses engagements ou de la cessation d'activité, sont traitées comme des défaillances du titulaire.

ARTICLE 11. CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas et aux conditions prévues dans le CCA-FCS.

Si des indisponibilités répétitives d'un ou plusieurs services ont donné lieu à deux mises en demeure restées sans effet, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En outre, le marché pourra être résilié dans le cas prévu à l'article « Clause de sauvegarde » et à l'article « Redressement judiciaire » du présent Cahier des Clauses Particulières.

ARTICLE 12. LIQUIDATION ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 13. CONTENTIEUX / REGLEMENT DES LITIGES

Les contestations se rapportant au présent marché et qui n'auraient pas pu être réglées à l'amiable, soit directement entre les parties, soit par l'intermédiaire du Comité Consultatif de règlement amiable conformément à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique seront de la compétence du Tribunal Administratif de Basse-Terre.

ARTICLE 14. DEROGATIONS

L'article 8 déroge à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG Fournitures courantes et services

